

Le gouvernement cubain appelle à trouver des solutions aux problèmes accumulés

Image not found or type unknown

Toujours aux côtés du peuple pour trouver des solutions aux problèmes (+Audio)

Yaima Puig Meneses Yaima Puig Meneses

Depuis le Palais de la Révolution et en liaison par vidéoconférence avec les quinze provinces et la municipalité spéciale d'Isla de la Juventud, la dernière réunion du Conseil des ministres a permis d'évaluer les différents thèmes de l'agenda national. La réunion a été présidée par le Premier Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste et Président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, et dirigée par le membre du Bureau Politique et Premier Ministre, Manuel Marrero Cruz.

Au milieu de la situation complexe que traverse le pays et qui exige des efforts extraordinaires dans tous les sens du terme, le membre du Bureau politique et Premier ministre, Manuel Marrero Cruz, a insisté, en dirigeant la dernière réunion du Conseil des ministres, sur l'importance d'"être toujours aux côtés du peuple, surtout dans la recherche de solutions pour atténuer ou éliminer les problèmes qui se sont accumulés".

Lors de cette réunion, présidée par le premier secrétaire du comité central du parti et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, le premier ministre a parlé de toujours expliquer et écouter les préoccupations et les propositions du peuple.

Comme cela a été le cas à chaque moment de la Révolution, M. Marrero Cruz a également souligné la nécessité de défendre l'unité dans tous les cas de figure. L'unité, a-t-il dit, doit nécessairement s'accompagner d'exigences et du respect de ce qui a été établi, dans lequel les principaux dirigeants de chaque localité ont un rôle de premier plan, à qui "il nous appartient, plus que jamais, de donner l'exemple".

Aujourd'hui, le combat est rude et pour le mener à bien, nous devons avancer d'un pas ferme, la tête haute", a-t-il déclaré, afin de pouvoir "progresser dans la résolution des problèmes, dans l'amélioration des conditions de vie de notre population, mais avec la conviction que nous allons nous battre et que nous allons gagner le combat".

Le contexte actuel auquel nous sommes confrontés, a-t-il estimé, "nous engage davantage à avancer dans la mise en œuvre des projections du gouvernement, d'où notre insistance sur la nécessité d'identifier les distorsions et les tendances négatives qui se manifestent actuellement".

"Si nous ne commençons pas par identifier ce qui ne va pas, ce qui ne fonctionne pas correctement et si nous ne cherchons pas de solutions, nous nous arrêterons, nous n'avancerons pas et nous continuerons à faire, comme nous l'avons dit, un peu plus de la même chose", a-t-il déclaré.

Nous vivons à une époque différente, a-t-il rappelé, qui exige plus d'exigences et de contrôle, en défendant toujours la planification. "Le fait que les ressources soient rares, que nous ayons tant de problèmes, ne signifie pas que nous ne devons pas planifier à l'avance et que nous ne devons pas exiger que les plans soient réalisés".

Le premier point de l'ordre du jour de la réunion, vaste et varié, a été consacré à l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures approuvées dans le cadre des projections du gouvernement visant à corriger les distorsions et à stimuler l'économie au cours de l'année 2024.

Mildrey Granadillo de la Torre, première vice-ministre de l'Économie et de la Planification, a expliqué plusieurs des actions qui ont été réalisées entre le 28 février et le 22 mars pour respecter le calendrier.

Elle a rappelé qu'à partir du 1er mars, les prix de détail actualisés des carburants sont entrés en vigueur, tant en CUP qu'en devises, et qu'ils feront l'objet d'une révision tous les trois mois.

En outre, il a indiqué que, bien que les formes de gestion non étatiques qui fournissent des services de transport de passagers et de marchandises acquièrent des carburants pour l'exercice de ces activités aux prix de gros établis, l'impact escompté sur les prix n'a pas été atteint, car ils ont continué à augmenter.

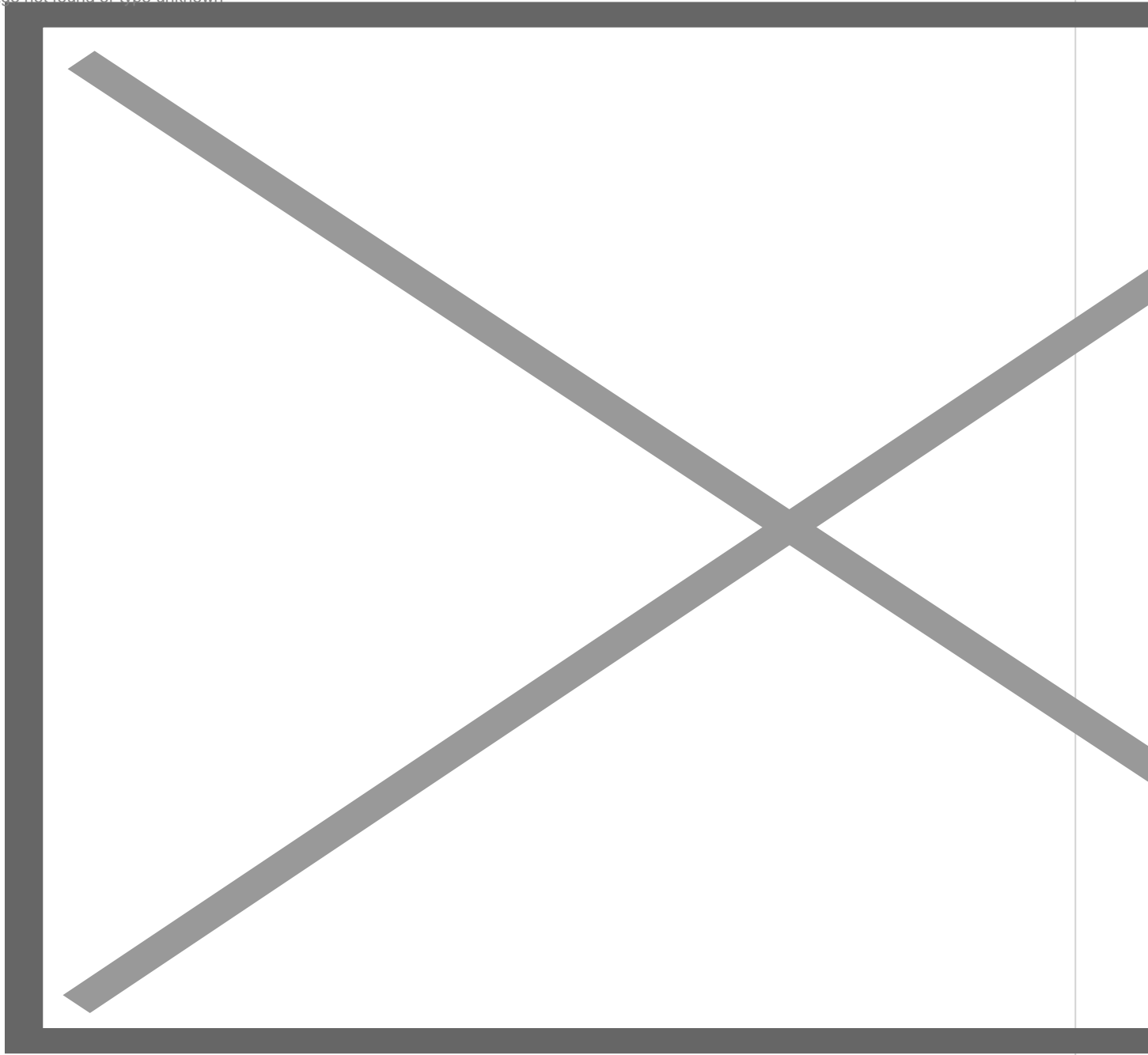
Il a également indiqué que l'accord établissant le tarif de l'électricité pour le secteur résidentiel a été mis à jour, lequel a été augmenté en mars de 25 % pour les consommateurs qui dépassent 500 kWh. Cette mesure a été conçue comme un mécanisme visant à contenir la demande.

Au cours de cette période, a également été approuvée la prolongation jusqu'au 30 juin de l'extension des exemptions tarifaires pour l'importation d'aliments, de médicaments, de fournitures médicales et de produits de nettoyage par des personnes physiques.

Le premier vice-ministre de l'économie et de la planification a déclaré qu'au cours de la période considérée, l'attention a été portée sur les projections qui contribuent à la stabilisation macroéconomique, à l'augmentation des recettes en devises, à la production nationale et au développement des acteurs économiques.

À cet égard, le Premier ministre a insisté sur la nécessité pour tous les organismes et gouvernements locaux d'assumer clairement la manière dont chacune des actions et projections conçues est mise en œuvre dans leur région et de participer plus activement à cet égard.

Image not found or type unknown



Estudios Revolución

L'ÉCONOMIE ET LE BUDGET SOUS LA LOUPE

L'ordre du jour de la journée, comme il est d'usage dans ces réunions, comprenait le rapport sur le comportement des principaux indicateurs économiques à la fin du mois de février.

Selon les explications de Joaquín Alonso Vázquez, ministre de l'Économie et de la Planification, cette période a été marquée, entre autres, par une légère augmentation des exportations de marchandises par rapport à la même période de l'année précédente, ainsi que par le non-respect des plans de production agricole.

En ce qui concerne l'activité touristique, il a expliqué que bien que le plan n'ait été réalisé qu'à 89 %, ce qui représente l'arrivée de 268 176 visiteurs, ces chiffres sont supérieurs de 11,9 % à ceux de février 2023 et de 8,6 % à ceux de janvier de cette année.

En particulier, il a déclaré que la récolte de sucre s'est avérée très complexe, caractérisée par de faibles rendements industriels et de canne à sucre, auxquels se sont ajoutés les effets des pénuries de carburant et d'autres problèmes d'organisation.

Bien que la production de sucre se soit redressée ces derniers jours, cela a mis à mal la réalisation du plan et, par conséquent, la distribution de sucre dans le panier familial.

À cet égard, Julio García Pérez, président du groupe sucrier AZCUBA, a indiqué que, d'un point de vue économique et financier, plusieurs des entreprises qui produisent actuellement la récolte enregistrent des pertes, liées à la fois à l'inefficacité et à l'instabilité du processus de broyage.

Compte tenu du retard accumulé, a-t-il dit, nous avons proposé la stratégie de moudre jusqu'à ce que le temps le permette dans certaines zones où il est possible de le faire, dans le but de récupérer les indicateurs du Plan pour l'économie liés à la production de sucre.

L'impact le plus important des résultats de la récolte à ce jour, a-t-il ajouté, est associé à l'assurance du panier familial standard.

Intervenant à ce stade de la réunion, le membre du Bureau politique et secrétaire général de la Centrale des travailleurs de Cuba, Ulises Guilarte de Nacimiento, a attiré l'attention sur deux questions d'un intérêt particulier pour les travailleurs et auxquelles les administrations devraient accorder une plus grande attention.

La première, a-t-il dit, est liée à "l'augmentation du non-paiement des travailleurs dans divers secteurs de l'économie, ce qui constitue un mécontentement au sein des collectifs de travailleurs".

Il a également fait référence aux plus de 300 entreprises déficitaires, qui comprennent un nombre important de travailleurs qui, en raison du manque d'efficacité dans la gestion de l'entreprise, ne peuvent pas bénéficier des avantages liés à l'application des pouvoirs que nous avons conférés à l'entreprise d'État socialiste et, par conséquent, améliorer le revenu des travailleurs.

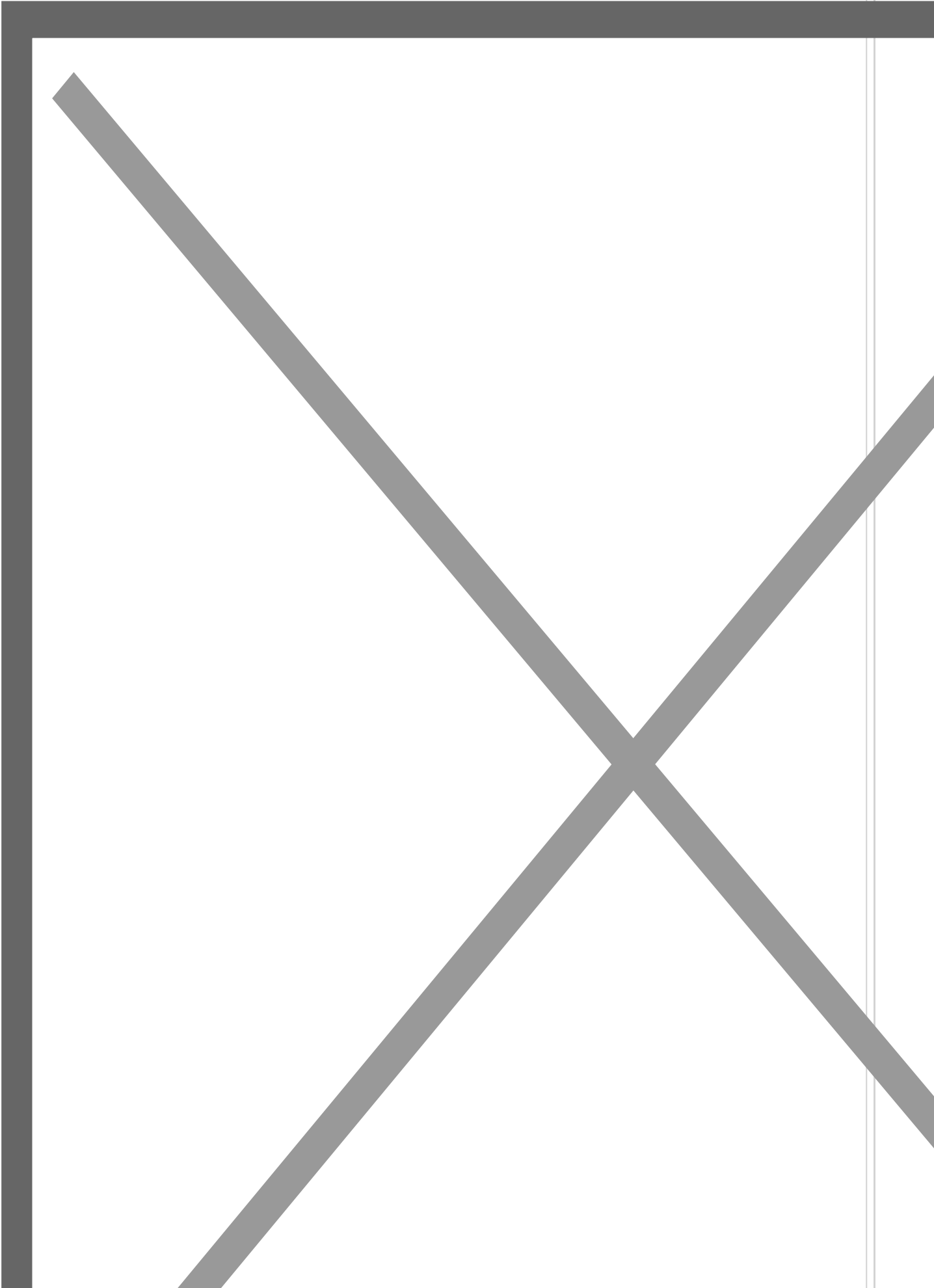
Sur ces questions, le Premier ministre a estimé qu'elles relevaient avant tout de la responsabilité des dirigeants de chaque entreprise. Il y a un système en place, a-t-il rappelé, selon lequel "chaque fois qu'il y a un problème financier, il doit être discuté, des propositions doivent être faites et des solutions doivent être recherchées avant la date à laquelle les salaires doivent être payés".

En ce qui concerne le comportement de l'économie à la fin du mois de février, M. Marrero Cruz a estimé que, s'il est vrai qu'il y a eu de nombreuses difficultés avec le carburant et que la situation économique est complexe, il est également vrai qu'il y a des choses qui ne sont pas faites et qui auraient pu l'être en termes d'économie et de production.

image not found or type unknown



Image not found or type unknown



D'autre part, il considère également qu'il est essentiel d'obtenir de plus grandes exigences et de suivre les actions qui permettent d'augmenter les revenus en devises du pays, ce qui est vital pour l'acquisition d'aliments et de combustibles. "Et cela a beaucoup à voir avec la nécessité de produire davantage", a-t-il réaffirmé.

Il a insisté sur la nécessité d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des plans. Il est urgent, a-t-il dit, d'identifier "les non-conformités existantes, qui sont réellement dues à des impacts externes et qui sont dues à des choses qui n'ont pas été faites".

Il a également évoqué le problème des prix élevés, pour lesquels les mesures appliquées se sont révélées insuffisantes, ainsi que les contrôles effectués par les inspections existantes.

À cet égard, il a souligné la priorité qui doit être accordée à la réorganisation de l'activité d'inspection dans tous les territoires et au "déclenchement d'une campagne contre les prix élevés et spéculatifs que la population réclame à juste titre et, par conséquent, à l'application de tous les pouvoirs établis par les gouvernements pour les contenir".

Un autre des points analysés lors de la réunion a été le rapport sur l'exécution du budget de l'État et le comportement du déficit fiscal à la fin du mois de janvier 2024.

Le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, a expliqué qu'à la fin du premier mois de l'année, un déficit fiscal de 12.632 millions de pesos a été enregistré, inférieur aux prévisions de 5.281 millions de pesos, ce qui est déterminé par une inefficacité principalement dans les dépenses courantes et un léger dépassement des recettes. Cependant, plusieurs provinces n'ont pas été en mesure de réduire le déficit à ce jour.

A ce sujet, le Premier Ministre a considéré qu'il est extrêmement important d'avoir clairement défini avant la fin du mois de mars, entre autres, les problèmes liés à l'exécution du budget, les actions que nous avons entreprises pour les résoudre et la manière dont nous comptons changer la situation au cours de l'année.

Il a également insisté sur la discipline qui doit être suivie dans l'exécution du budget, car il y a encore des violations liées au changement de destination des chiffres approuvés, ainsi que des distorsions liées à la passation des marchés.

Chaque chef, a-t-il dit, doit "être conscient de la responsabilité qu'il assume lorsqu'il signe un contrat, où les prix convenus et donc les paiements sont surévalués".

AUTRES POINTS À L'ORDRE DU JOUR

Depuis le Palais de la Révolution et en liaison par vidéoconférence avec les quinze provinces et la municipalité spéciale d'Isla de la Juventud, la réunion a évalué d'autres questions de l'agenda national liées à la sphère économique et sociale du pays.

L'un d'entre eux était le rapport sur les résultats du système de contrôle des comptes débiteurs et créditeurs en souffrance, présenté par le ministre des finances et des prix, Vladimir Regueiro Ale.

Malgré ce qui a été fait après six mois de mise à jour du système, a-t-il dit, la transformation et l'efficacité attendues n'ont pas été observées, et les possibilités d'analyse en vue de trouver des solutions sont insuffisantes.

Par conséquent, les comptes débiteurs et créditeurs en souffrance ne diminuent pas, car les causes et conditions subjectives et objectives qui déterminent les impayés n'ont pas été résolues, a déclaré Regueiro Ale.

Selon lui, "il y a eu un manque de rigueur dans les analyses et les mesures administratives et disciplinaires qui contribuent à l'organisation des recouvrements et des paiements".

Ensuite, le premier vice-ministre du commerce extérieur et de l'investissement, Oscar Pérez Oliva, a présenté les rapports correspondant à la fin de l'année 2023 sur les effets économiques causés au pays par les irrégularités dans les opérations de commerce extérieur, ainsi que sur la mise en œuvre de la stratégie intégrale d'exportation de biens et de services.

Il a été convenu au cours de la réunion que ces deux questions sont d'une importance vitale pour obtenir de plus grandes recettes en devises pour le pays et, en général, pour avancer dans l'exécution du Plan d'économie.

L'ordre du jour prévoyait également l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la loi 145 "sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans la gestion". Ce document, selon Raúl Acosta Gregorich, président de l'Institut National de Planification et d'Urbanisme, constitue un support important pour la mise à jour de la planification territoriale et urbaine, en tant qu'outils pour l'exercice de l'administration publique.

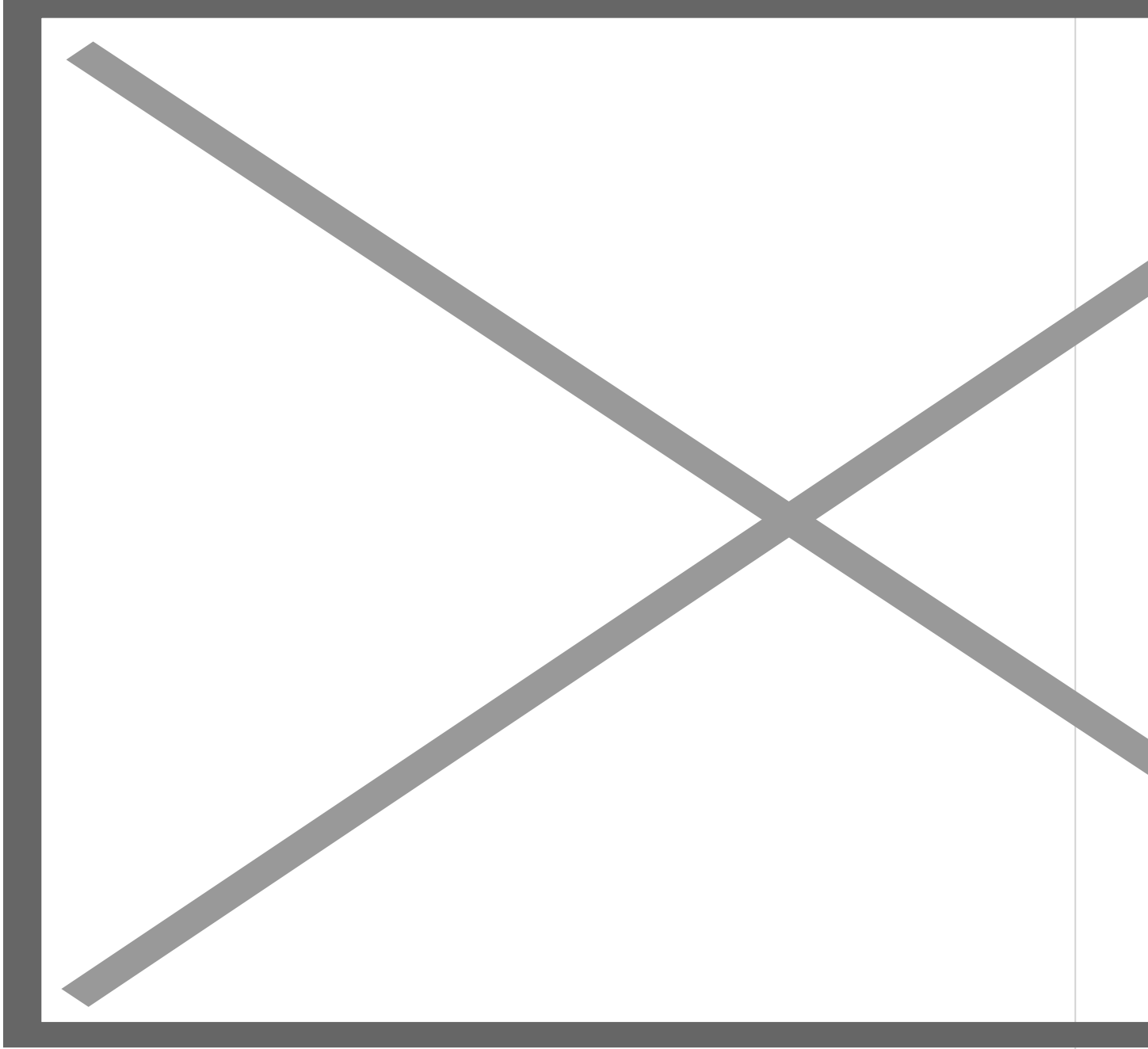
Plus tard, le ministre de la Justice, Oscar Silvera Martínez, a fait le point sur le développement et le contrôle du processus d'enregistrement des biens de l'État au Registre foncier à la fin de l'année 2023, en présentant les difficultés liées à l'efficacité et à la rigueur du système de travail de certaines entités.

La contrôleuse générale de la République, Gladys Bejerano Portela, a ensuite présenté les principaux éléments de l'évaluation du respect de la politique d'amélioration du système national d'audit, qui vise à renforcer le travail de prévention et à contribuer à la lutte contre l'indiscipline, les illégalités et la corruption administrative.

À cet égard, le Premier ministre a souligné l'importance que, dans la situation économique complexe que connaît le pays, il est plus que jamais nécessaire de maintenir "un système de contrôle qui soit soutenu, qui soit efficace".

Enfin, les membres du Conseil des ministres ont approuvé l'intervention sculpturale à réaliser dans la Tribune anti-impérialiste "José Martí", une action qui relève de la compétence de cet organe puisqu'il s'agit d'un projet de haute importance patrimoniale, en vertu du décret-loi 238 "Sur le développement de la sculpture monumentale et environnementale", de 2015.

Image not found or type unknown



<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/351122-le-gouvernement-cubain-appelle-a-trouver-des-solutions-aux-problemes-accumules>



Radio Habana Cuba